

5.4 Revenus des ménages

En 2013, le **revenu disponible brut (RDB)** des ménages augmente de 0,6 % en valeur, soit un rythme très proche de celui de 2012 (+ 0,5 %). Parallèlement, le prix de la dépense de consommation finale décélère (+ 0,6 % après + 1,4 % en 2012). Au total, le **pouvoir d'achat** du revenu disponible brut est stable (+ 0,0 %) après un net recul en 2012. Compte tenu de la croissance de la population, le pouvoir d'achat au niveau individuel, c'est-à-dire par **unité de consommation**, se replie encore de 0,6 % (après - 1,5 % en 2012). Les revenus nets d'activité ralentissent nettement si bien que leur contribution à la croissance du revenu disponible brut n'est que de + 0,2 point. Les **prestations sociales** en espèces restent le principal contributeur à la croissance du revenu disponible brut (+ 1,0 point). La contribution des revenus du patrimoine est légèrement positive tandis que les impôts courants pèsent moins sur le revenu disponible brut qu'en 2012.

La masse salariale nette reçue par les ménages ralentit en 2013 (+ 0,5 % en un an après + 1,6 % en 2012). D'une part, la progression des salaires et traitements est moindre en 2013 (+ 1,0 % après + 1,8 %) et d'autre part, les cotisations sociales versées par les salariés accélèrent (+ 5,0 % après + 3,3 %), en lien avec la fin de l'exonération des heures supplémentaires ainsi qu'avec la hausse des taux de cotisations vieillesse. La décélération des salaires et traitements reflète le recul de

l'emploi et un fort ralentissement du salaire moyen par tête. En outre, le revenu mixte des entrepreneurs individuels est atone et les cotisations versées par les non-salariés sont majorées par des mesures nouvelles : déplafonnement de la cotisation maladie, fin de la double déduction des frais professionnels et hausse des taux de cotisation vieillesse.

Les prestations sociales en espèces reçues par les ménages décélèrent en 2013 (+ 2,8 % après + 3,8 %). Elles restent, certes, portées par la branche vieillesse qui accélère un peu, mais les prestations de la branche famille ralentissent. En outre, les prestations de l'Unedic continuent de progresser (+ 4,5 % après + 5,9 % en 2012), du fait de la situation dégradée du marché du travail. À l'inverse, les revenus du patrimoine se redressent (+ 0,9 % après - 0,7 % l'année précédente). Les intérêts reçus et versés par les ménages se replient sous l'effet de la baisse des taux d'intérêt. Les revenus de la propriété attribués aux ménages dans le cadre de leurs placements en assurance-vie baissent légèrement (- 0,3 %).

Après avoir fortement augmenté en 2012 sous l'effet de nouvelles mesures fiscales, les impôts courants sur le revenu et le patrimoine croissent plus modérément en 2013 (+ 3,9 %, après + 9,0 %). C'est le cas notamment de l'impôt sur le revenu, de la contribution sociale généralisée et de la taxe d'habitation. ■

Définitions

Pouvoir d'achat : quantité de biens et de services que l'on peut acheter avec le revenu disponible brut (RDB). Son évolution est liée à celles des prix et des revenus. Ainsi, si les prix augmentent quand les revenus sont constants, le pouvoir d'achat diminue, alors que si la hausse des revenus est supérieure à celle des prix, le pouvoir d'achat augmente.

Revenu primaire : revenu directement lié à une participation des ménages au processus de production. La majeure partie des revenus primaires des ménages est constituée de la rémunération des salariés, laquelle comprend les salaires et les cotisations sociales. Ces revenus comprennent aussi des revenus de la propriété résultant du prêt ou de la location d'actifs financiers ou de terrains (intérêts, dividendes, revenus fonciers, etc.).

Déflateur, prestations sociales (ou transferts sociaux), revenu disponible brut des ménages (RDB), unité de consommation : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Les revenus et le patrimoine des ménages », *Insee Références*, édition 2014.
- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2014.
- « Revenus d'activité des indépendants en 2011 », *Insee Première* n° 1481, janvier 2014.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr, rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

Du revenu primaire au revenu disponible brut des ménages

en % du revenu primaire

	1960	1970	1980	1990	2000	2010	2013
Revenu primaire brut (en milliards d'euros)	33,7	92,0	339,0	751,6	1 062,2	1 444,5	1 522,0
Revenu primaire brut	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte brut	32,6	27,1	20,6	20,2	20,3	19,4	19,2
Rémunération des salariés	62,5	68,1	73,9	71,6	71,4	72,9	73,6
Revenus du patrimoine	4,9	4,8	5,5	8,2	8,3	7,7	7,2
- Transferts nets de redistribution	- 5,4	- 8,7	- 11,6	- 11,8	- 13,7	- 11,0	- 12,9
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	15,7	18,5	22,3	25,2	25,9	29,0	30,1
Cotisations sociales nettes	- 16,9	- 21,4	- 27,5	- 30,4	- 27,2	- 28,2	- 29,3
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	- 4,5	- 5,5	- 6,9	- 7,5	- 12,4	- 12,0	- 13,6
Autres transferts courants	0,3	- 0,3	0,5	0,9	0,1	0,1	0,0
= Revenu disponible brut	94,6	91,3	88,4	88,2	86,3	89,0	87,1
Revenu disponible brut (en milliards d'euros)	31,9	84,0	299,7	662,9	917,0	1 285,4	1 326,3

Champ : ménages y c. entreprises individuelles.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Revenu disponible brut des ménages et évolution du pouvoir d'achat

en %

	1960	1970	1980	1990	2000	2010	2013
Revenu disponible brut (RDB) en milliards d'euros	31,9	84,0	299,7	662,9	917,0	1 285,4	1 326,3
Évolution du revenu disponible brut	11,2	12,6	13,7	6,7	5,7	2,4	0,6
Évolution du prix de la dépense de cons. finale des mén.	3,2	5,0	13,1	2,9	2,3	1,2	0,6
Évolution du pouvoir d'achat du RDB ¹	7,8	7,2	0,6	3,7	3,4	1,2	0,0
Évolution du pouvoir d'achat par personne	6,7	6,3	0,1	3,2	2,7	0,7	- 0,4
Évolution du pouvoir d'achat par ménage	6,7	5,3	- 0,9	2,5	2,0	0,3	- 0,9
Évolution du pouvoir d'achat par unité de consommation	6,7	6,0	- 0,3	2,9	2,5	0,6	- 0,6

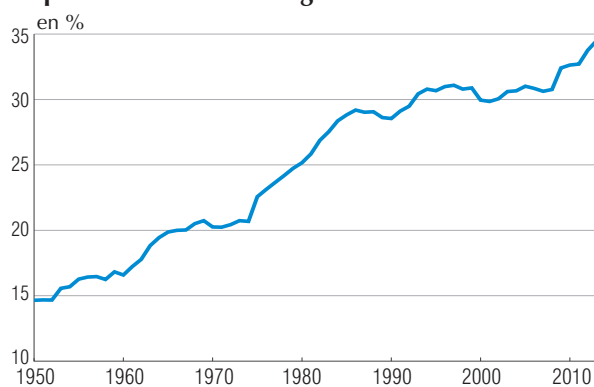
1. Évolution déflatée à l'aide de l'indice du prix de la dépense de consommation finale des ménages.

Note : évolutions par rapport à l'année précédente.

Champ : ménages y c. entreprises individuelles.

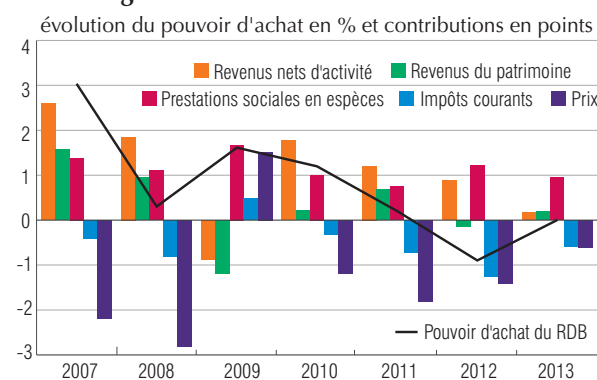
Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Part des prestations sociales dans le revenu disponible brut des ménages de 1950 à 2013



Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Contributions à l'évolution du pouvoir d'achat des ménages



Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Revenu disponible des ménages par habitant dans l'Union européenne en 2012

	Revenu médian ¹		Revenu médian ¹		Revenu médian ¹			
	en euros	en SPA ²	en euros	en SPA ²	en euros	en SPA ²		
Allemagne	19 595	18 996	France	20 603	18 696	Pologne	5 060	8 529
Autriche	21 807	20 499	Grèce	9 513	9 949	Portugal	8 323	9 498
Belgique	20 058	18 327	Hongrie	4 753	7 386	Rép. tchèque	7 791	10 182
Bulgarie	2 860	5 793	Irlande	19 078	16 215	Roumanie	2 116	3 601
Chypre	16 927	19 048	Italie	16 029	15 597	Royaume-Uni	19 007	17 636
Croatie	5 404	7 375	Lettonie	4 428	6 005	Slovaquie	6 927	9 574
Danemark	26 580	18 660	Lituanie	4 337	6 735	Slovénie	12 122	14 125
Espagne	11 970	12 319	Luxembourg	32 779	26 660	Suède	24 727	19 696
Estonie	5 987	7 902	Malte	11 449	14 628	UE	15 241	...
Finlande	22 699	18 202	Pays-Bas	20 562	19 007			

1. Revenu par unité de consommation.

2. Standard de pouvoir d'achat : unité monétaire artificielle utilisée pour neutraliser les différences de niveaux de prix entre les pays.

Note : revenu annuel.

Source : Eurostat.